

[...]

Je dirais volontiers que ce colloque peut servir à construire un des chapitres de ce que j'appelais hier de mes vœux, c'est-à-dire un *Liber Prospectivus* de l'Université de Liège, qui devrait être le pendant dynamique du *Liber Memorialis* que l'on publie traditionnellement lors des anniversaires. Si vous pouviez nous donner une synthèse qui nous permette de mieux agir, vous auriez fait œuvre utile. [...] Je voudrais seulement vous dire trois questions que me pose le thème choisi pour ce colloque.

Que sentons-nous bien dans les universités ? C'est qu'on nous demande à la fois d'être extrêmement proches du milieu immédiat dans lequel nous travaillons, et ce n'est pas par hasard si l'on a parlé de villes et de régions dans l'intitulé de ce colloque. C'est une demande pressante, et l'on voit que, dans tous les pays, les milieux proches s'intéressent beaucoup à leurs universités, notamment en France, où les municipalités et les régions interviennent de façon parfois massive dans le financement des universités. Pour prendre un exemple, l'Université d'Amiens reçoit par an de la ville d'Amiens et de la région de Picardie 100 millions de francs français pour ses investissements. Donc il y a une tentative de confiscation locale de l'Université. D'un autre côté, on nous demande de voir large, de voir grand, d'être branchés sur le monde, de ne pas nous limiter au spectacle local, de devenir européens, de devenir internationaux, de nous intégrer dans la Francophonie, d'aller jusqu'au bout du monde et de participer au développement des pays les plus défavorisés. Il en résulte un véritable écartèlement. Donc, une des questions qui se pose dans un colloque comme celui-ci, est la suivante : comment concilier ces services légitimement demandés, sans lesquels d'ailleurs l'Université se couperait de son milieu et ne serait plus soutenue par lui et, en même temps, être fidèle à ces grandes vocations que l'on nous assigne ? Je crois que ce n'est pas inconciliable, mais il faut savoir comment on le fait. C'est une première grande question.

Deuxième problème : on demande beaucoup aux universités. C'est assez normal, dans un monde où les choses se compliquent, où rien n'est simple à résoudre, et où l'on se dit qu'il y a des endroits où les gens sont plus compétents qu'ailleurs, savent mieux les choses qu'ailleurs, sont mieux équipés qu'ailleurs : image idéalisée de l'Université. Quand on est dans l'embarras, c'est là que doit se trouver la solution. Mais en même temps, il faut continuer d'enseigner à des générations de plus en plus difficiles à manipuler. Il faut continuer à faire de la recherche, appliquée et fondamentale. Il faut rendre des services partout, il faut exécuter des prestations rétribuées, il faut défendre des valeurs, etc. Moi, je veux bien, mais je constate que le corps académique et scientifique est épuisé, et se demande comment faire face à tout. C'est la raison pour laquelle une autre réflexion se développera dans cette Université cette année : le problème de l'enseignement. Je vois des collègues éminents, capables d'œuvres scientifiques remarquables, qui font 15 heures de cours par semaine. Par semaine ! De deux choses l'une : ou ils répètent des notes de l'année antérieure, et l'on se demande si c'est encore un cours universitaire, ou ils font bien leur cours et, naturellement, ils sont épuisés, et donc frustrés. Les recherches dans lesquelles ils étaient engagés, ils n'arrivent plus à les poursuivre et donc à avoir le rayonnement international dont ils sont parfaitement capables. Comment concilier tout cela ? C'est un deuxième type d'écartèlement. Et je n'apprendrai rien à personne en disant que, dans un pays comme la Belgique, la chose est d'autant plus difficile que notre pays, et aujourd'hui notre Communauté, ne dispose pas de moyens considérables à investir dans toutes ces missions. Les comparaisons internationales les plus objectives l'ont largement montré.

Troisième grande question. Les Universités sont là, nous rappelle-t-on, pour répondre à des besoins. Aux besoins de qui ? Aux besoins des gens. Je crois aussi qu'il faut clarifier cela. Rien n'est plus redoutable, lorsque l'on se demande de quoi



ont besoin les gens, que de les réduire à une seule de leurs dimensions. Certes, les universités ont des devoirs envers la prospérité, parce que la prospérité est porteuse du reste. Mais les besoins des gens ne se limitent pas à cela. Il est normal, par exemple, qu'un être humain ait envie de connaître, de comprendre et de savoir ; cela se suffit à soi-même. Les hommes ont besoin de liberté, ils ont besoin de justice, ils ont besoin, mot délicat s'il en est, de culture. Donc, quand une université se demande comment bien servir sa ville et sa région, il ne faudrait pas qu'elle considère les citoyens de manière réductrice. Je terminerai donc en vous invitant à voir large. J'ai dit hier qu'il y avait plus dans la sagesse d'Épicure et de Thomas d'Aquin que dans les spots publicitaires. Merci déjà de nous aider à bien servir l'homme tout entier.